



HAL
open science

Ressource(s)

Milan Bonté

► **To cite this version:**

Milan Bonté. Ressource(s). MobiDic, Dictionnaire critique des Mobilités., 2023, [https://mobidic.cnrs.fr/ressources/](https://mobidic.cnrs.fr/ressources/.). 10.60582/geomob18 . halshs-04352880

HAL Id: halshs-04352880

<https://shs.hal.science/halshs-04352880>

Submitted on 8 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Ressource(s)

La notion de ressource désigne un élément répondant aux **besoins** d'une société ou d'un groupe social et **exploité** pour répondre à ce besoin. À l'origine pensé dans le cadre de l'exploitation et du partage de ressources naturelles, l'usage du terme s'étend à **tous types de biens ou de fonctions** mis à disposition sur un territoire, qu'il s'agisse d'équipements, de services, de denrées matérielles ou immatérielles. Une ressource peut être considérée comme un **capital** : elle peut être améliorée ou dégradée au cours du temps par l'action humaine, accumulée par certains individus ou groupes sociaux au détriment des autres, exploitée, du fait de sa rareté ou de son utilité, pour créer des richesses, ainsi qu'à la source d'une rente.

Les principaux dictionnaires de la géographie s'accordent ainsi à dire qu'une ressource :

- n'existe pas « en soi », mais au regard d'un **besoin** auquel

AUTEUR



Milan

BONTÉ

DATE

Septembre 2023

CITER LA NOTION

Milan Bonté,
2023,
"Ressource(s)
". MobiDic,

elle répond (Elissalde, 2004),

- n'existe que parce qu'elle est identifiée et vue selon le prisme d'un **potentiel d'exploitation** (Brunet *et al.*, 1993),
- et soulève les enjeux, en géographie, de sa **localisation** et de son **accessibilité** (Tabarly et Bouron, 2022).

En géographie et dans les autres disciplines mobilisant l'espace (par exemple en sociologie, aménagement et urbanisme, architecture), les ressources sont prioritairement étudiées pour les conflits et les rapports de pouvoir que génèrent et reflètent leur rareté ou leur difficulté d'accès (Bouron et Lay, 2022). Étudier les enjeux de l'**accessibilité** d'une ressource est une manière efficace de mettre en lumière les rapports de pouvoir à l'œuvre dans une société. La « *get-at-ability* » (Moseley, 1979), c'est-à-dire la capacité des individus à atteindre et à prendre part aux activités de la société, ou encore le degré auquel une ressource est accessible, est ainsi un objet d'attention croissante pour les politiques publiques de lutte contre l'exclusion sociale ainsi que dans la littérature scientifique sur les inégalités (Farrington, 2007).

Les ressources, qu'elles soient naturelles, économiques, sociales, matérielles ou immatérielles, sont au cœur des enjeux et débats sur les mobilités. Étudier l'**accessibilité** des différentes ressources, ou les moyens mis en œuvre par les groupes sociaux pour y accéder, est une entrée prolifique, bien que sujette à débat, qui permet de porter un regard sur les mobilités par le prisme des **inégalités socio-spatiales**. En outre, la mobilité elle-même est vue comme une ressource à part entière par une partie de la littérature scientifique sur le sujet, bien que cela soit l'objet d'importantes controverses.

Lire les ressources par le prisme de l'accessibilité pour comprendre les inégalités socio-spatiales

En sciences humaines et sociales, on étudie souvent les ressources pour décrire les groupes sociaux qui parviennent à s'en aménager un accès face à d'autres qui en sont privés. L'accessibilité aux ressources est ainsi un marqueur de distinction et de hiérarchisation entre les groupes sociaux (voir par exemple Gonçalves, 2017 à propos des ressources urbaines). En ce sens, les mobilités, qui permettent l'accès à

Dictionnaire critique des Mobilités.
Accès :
<http://doi.org/10.60582/geomob18>

PARTAGER CETTE NOTION



ces ressources, sont un objet privilégié de l'étude des rapports de pouvoir dans les sociétés contemporaines. C'est par exemple la privation des classes populaires ségréguées et spatialement marginalisées des ressources matérielles et sociales que la ville a à offrir qui pousse Henri Lefebvre à théoriser la notion de « droit à la ville » (Lefebvre, 1968).

Plusieurs recherches étudient ainsi les migrations et les mobilités intra-métropolitaines comme des stratégies de mise en accessibilité des ressources urbaines : par exemple, l'emploi, le logement et les sociabilités qui sont mises en accessibilité par et pour les migrants mexicains d'origine rurale (Ribardière, 2017) ou internationaux (Faret *et al.*, 2021) dans la ville de Mexico ou les migrants guinéens à Lisbonne (Buhr et McGarrigle, 2017), ou encore les ressources scolaires et périscolaires auxquelles les jeunes filles indiennes accèdent en migrant vers les villes (Montgomery *et al.*, 2016). Au sein des métropoles, l'enclavement des quartiers éclaire l'accessibilité de certaines ressources urbaines inégalement réparties sur le territoire, et met ainsi en évidence des effets de hiérarchisation entre les groupes sociaux. Il a ainsi été observé que l'accessibilité aux « opportunités urbaines » varie à Montevideo selon l'enclavement des quartiers et les contraintes de mobilité associées (Hernandez, 2018) ou à Sao Paulo selon le profil sociodémographique de la population des quartiers et la distance aux lieux d'activité (études, travail) (Demoraes *et al.*, 2012). Cette déconnexion entre les quartiers de résidence et les ressources urbaines s'applique, à propos de l'emploi, aux débats sur le *spatial mismatch*. Dans les villes du monde entier, cet enjeu d'accessibilité concerne également les [services de santé](#).

Les ressources constituent ainsi une porte d'entrée pour l'étude des inégalités socio-spatiales vues par le prisme de l'accessibilité. Vivre à proximité d'un établissement scolaire côté ou être en capacité de s'y rendre est par exemple un élément essentiel de la carrière scolaire des élèves et de leur placement social. Un certain « sens du placement » (François et Poupeau, 2009) permet l'aménagement de l'accès à des ressources qui participent à la hiérarchisation des groupes sociaux, que des logiques de « profits de localisation » (Barthon et Monfroy, 2011 ; Bourdieu, 1993) viennent renforcer. Prises dans leur ensemble, les ressources urbaines, inégalement réparties dans les villes, provoquent des logiques de « rentes de situation » (Michel et Ribardière, 2017) pour les habitants des quartiers qui en sont davantage dotés.

La question de la distance aux ressources et de leur accessibilité est un élément central de l'étude des inégalités socio-spatiales et rejoint ainsi les travaux relatifs à la **ségrégation** ou aux effets de quartier. En rendant plus ou moins facile l'accumulation de ces ressources, les mobilités participent à la hiérarchisation sociale.

Enfin, au-delà des logiques d'accumulation de capital, l'accès aux ressources comporte également une dimension symbolique pour les groupes sociaux marginalisés. Ainsi, pour les personnes gay et lesbiennes, accéder au PACs et aux lieux symboliques de l'union civile, c'est accéder à une reconnaissance officielle de son couple, démarche que Marianne Blidon qualifie de « conquête du statut d'humain pour des sujets en devenir » (Blidon, 2011 ; Chetcuti, 2009). Les personnes trans, en revendiquant un accès protégé aux équipements sportifs municipaux comme les piscines, cherchent à faire reconnaître leur statut de « citoyen-ne-s » (Bonté, 2022). Le fait d'obtenir l'accès à des ressources ordinaires et de faire reconnaître la nécessité de cette mise en accessibilité par les pouvoirs publics est un levier symbolique fort de reconnaissance de la citoyenneté et de l'humanité des groupes sociaux marginalisés.

Controverses et débats : accéder aux ressources par les mobilités ?

La mobilité : facteur d'inégalité d'accès aux ressources ?

Le rôle joué par la mobilité dans les inégalités d'accès aux ressources fait débat. Une partie de la littérature scientifique sur l'exclusion sociale est dénoncée pour ignorer le rôle des mobilités spatiales dans l'accessibilité des biens et des services (Cass *et al.*, 2005). De nombreuses recherches sur les ressources et les rapports de pouvoir semblent en outre traiter davantage du pouvoir étatique et de ses organes décentralisés que de l'accessibilité des groupes sociaux aux ressources (Bridge, 2011 ; Huber, 2019) : on peut supposer que cela conduit à minorer la question des mobilités des personnes. Pourtant, la mobilité, comme capacité à se mouvoir sur un territoire ou potentiel de déplacement, est également étudiée comme condition d'accès à certaines ressources. À titre d'exemple, les travaux contemporains sur

les stratégies de placement scolaire et sur l'orientation des élèves et étudiants tendent à montrer que la mobilité des familles et élèves accroît leur capacité à négocier leur place et leur parcours dans des espaces scolaires discriminants (Frouillou, 2015). D'autres recherches montrent d'ailleurs que l'ampleur des inégalités sociales d'accessibilité aux ressources varie en fonction de la diversité des lieux à partir desquels on mesure cette accessibilité – domicile uniquement, ou en prenant en compte d'autres lieux d'activité comme le lieu de travail (Vallée *et al.*, 2015). Les jeunes habitant les quartiers ségrégués de l'Île-de-France acquièrent de leur côté une socialisation différente et complémentaire à celle du quartier en se confrontant aux autres citoyens lors de leurs déplacements à l'extérieur de leur quartier : la mobilité permet en ce sens un accès à des ressources socialisatrices essentielles (Oppenchaim, 2013). Enfin, certaines recherches interprètent les parcours migratoires de populations minoritaires comme des moyens d'accéder à des ressources essentielles — c'est par exemple le cas des femmes trans sud-américaines, qui accèdent aux ressources économiques issues du travail du sexe en migrant vers les métropoles occidentales (Gonzales *et al.*, 2020), ou, de manière générale, des femmes et du travail féminin (Silvey, 2004, p. 491). À ce titre, la géographie féministe dénonce un biais sexiste dans la lecture de ce qui constitue — ou non — une ressource motivant un parcours migratoire : tandis que les emplois salariés formels, davantage occupés par des hommes, sont présentés comme des ressources motivant des migrations économiques, le travail féminin, ouvrier, domestique ou sexuel, est dévalué et son attractivité minorée (Pratt et Yeoh, 2003).

La mobilité comme ressource ou capital ?

Certaines recherches considèrent, dans un contexte de démocratisation de l'accès aux mobilités et d'augmentation des vitesses de déplacement, que la mobilité constitue un capital au même titre que les capitaux culturel, social et économique (Vincent-Gueslin et Authier, 2015). La mobilité n'est ainsi pas seulement considérée comme un moyen d'accéder aux ressources disponibles sur le territoire, mais aussi comme une ressource en elle-même, dont les groupes sociaux sont inégalement dotés : la capacité à se déplacer et la possibilité de le faire plus ou moins rapidement, confortablement, facilement, constituent une ressource dans une société structurée par les mobilités individuelles

(Kaufmann *et al.*, 2004). C'est en considérant la mobilité comme un capital que Vincent Kaufmann développe la notion de « motilité », qui désigne « la manière dont un individu ou un groupe fait sien le champ du possible en matière de mobilité et en fait usage » (Kaufmann et Widmer, 2005). Une bonne motilité, c'est-à-dire un bon potentiel de mobilité et une bonne maîtrise de ce potentiel, est présentée comme une condition essentielle à l'insertion sociale, dans un monde du travail « flexible », aux activités « éclatées » et au sein duquel les individus sont confrontés à des « incompatibilités spatio-temporelles » qui les poussent à « jongler » entre les modes de déplacement (Kaufmann et Widmer, 2005, citant Flamm, 2004). Le recours à cette notion, ainsi qu'à toutes les tentations de considérer l'espace ou les mobilités comme des capitaux, est toutefois vivement débattu. Ces approches conduiraient à la reproduction d'un dualisme entre espace et société, isolant le spatial du monde social et de son fonctionnement (Ripoll, 2019). Ainsi, à cette vision de la mobilité comme capital en soi, contribuant à une hiérarchisation des groupes sociaux, s'oppose celle d'une mobilité comme conséquence des rapports sociaux, face à laquelle existent des inégalités sociales (Ripoll et Veschambre, 2005, p.471).

Ressources et mobilités : au cœur ou à l'écart des logiques de hiérarchisation sociale ?

Cette vision de la mobilité comme ressource ou capital qui s'opposerait aux contraintes d'une immobilité socialement excluante est notamment nuancée à la lumière des pratiques de groupes sociaux minorisés. Certaines recherches dénoncent en effet une forme d'« injonction » à la mobilité (Bacqué et Fol, 2007) : les recherches sur la mobilité des classes populaires, ancrées dans le système de valeurs de groupes sociaux pour lesquels le potentiel de déplacement constitue effectivement une ressource, négligent pour certaines d'autres formes de stratégies spatiales de mobilisation des ressources d'un territoire, à commencer par l'ancrage et les solidarités locales. Des travaux nuancent ainsi la valeur de la mobilité en tant que ressource : c'est par exemple ce qui a été démontré pour les femmes qui, compte tenu des différences de revenus et d'accès à l'automobile, ont moins à gagner que les hommes à se déplacer plus loin (Rutherford et Wekerle, 1988). La mobilité n'est une ressource que pour les populations qui gagnent à se déplacer.

Ainsi, le caractère déterminant des mobilités dans l'accès aux ressources et leur rôle dans la hiérarchisation des groupes sociaux est l'objet d'un débat important. Aux « sociabilités du citoyen hypermobile » (Ascher, 1995), qui accède à des formes d'entraide, de solidarité et de sociabilité de manière de plus en plus déconnectée de la distance à son domicile, les recherches sur l'ancrage des classes populaires opposent l'existence d'un « capital d'autochtonie » (Renahy, 2010) ou d'un « développement endogène des territoires » (Bacqué et Fol, 2007). D'autres recherches montrent, de manière complémentaire, que la capacité à tirer des bénéfices de ressources à la fois proches et lointaines n'est pas une pratique neutre : c'est le cas, par exemple, des habitant-e-s du nord de l'agglomération parisienne, dont la « multipolarisation » des espaces de vie entre ancrages locaux et ressources lointaines dépend fortement de la position sociale et du parcours résidentiel antérieur (Berroir et al., 2016). Enfin, les politiques d'aménagement commercial promouvant les vertus de la proximité, comme celle de la « ville de quart d'heure » menée par la Ville de Paris, sont dénoncées pour leur aspect spatialement et socialement situé, s'adressant de fait aux usager-e-s valorisant les pratiques spatiales bien spécifiques du « Paris gentrifié » (Cremaschi, 2022). Ces recherches mettent en évidence la diversité des stratégies spatiales d'accès aux ressources, dont certaines reposent sur l'exploitation d'un potentiel de déplacement, tandis que d'autres les puisent dans l'exploitation d'un potentiel localisé. La question de la « politique des échelles » (Silvey, 2004) est l'objet d'une critique apportée par les géographies féministes aux travaux sur les migrations, qui minorent l'aspect genré de la combinaison des échelles dans les parcours migratoires, du corps au monde, en passant par le foyer. Une politique des échelles propre aux relations entre ressources et mobilités est au cœur de ces débats contemporains.

Bibliographie

- Ascher F., 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Odile Jacob, 315 p.
- Bacqué M. — H. et Fol S., 2007, « L'inégalité face à la mobilité: du constat à l'injonction », *Revue Suisse de Sociologie*, n° 33, vol. 1, p. 89-104.
- Barthou C. et Monfroy B., 2011, « Choix du collègue et

capital spatial: Étude empirique appliquée aux collégiens lillois », *Espace populations sociétés*, n°2011/2, p. 321-335.

- Berroir, S., Delage, M., Fleury, A., Fol, S., Guérois, M., Maulat, J., Raad, L., Vallée, J., (2016), « Trajectoires résidentielles, construction des espaces de vie et ancrage dans le périurbain. Enquête au nord de l'agglomération parisienne: », *Revue française des affaires sociales*, n°3, p. 65-89.
- Blidon M., 2011, « En quête de reconnaissance. La justice spatiale à l'épreuve de l'hétéronormativité », *justice spatiale / spatial justice*, vol. Genre, identités sexuelles et justice spatiale, n°3 [en ligne].
- Bonté M., 2022, « Ressources et accessibilité des espaces urbains pour les personnes trans : un idéal de justice à l'épreuve des discriminations à Paris et à Londres [« Resources and accessibility of urban spaces for trans people: an ideal of justice against discrimination in Paris and London] », *Justice spatiale / Spatial Justice*, n°17 [en ligne].
- Bourdieu P., 1993, « Effets de lieu », In : *La misère du monde*, Le Seuil, Paris, p. 249-250.
- Bouron J.-B. et Lay Y.-F. L., 2022, « Introduction : peut-on encore faire une géographie des ressources ? », *Géoconfluences*, [en ligne].
- Bridge, G., 2011, « Resource geographies 1: Making carbon economies, old and new », *Progress in Human Geography*, vol. 35, n°6, p. 820-834.
- Brunet R., Ferras R. et Théry H., 1993, « Ressource », In : *Les Mots de la géographie. Dictionnaire critique.*, Reclus – La Documentation Française, Paris, p. 520.
- Buhr F. et McGarrigle J., 2017, « Navigating Urban Life in Lisbon: A Study of Migrants' Mobilities and Use of Space », *Social Inclusion*, vol. 5, n°4, p. 226-234.
- Cass, N., Shove, E. et Urry, J., 2005, « Social Exclusion, Mobility and Access », *The Sociological Review*, vol. 53, n°3, p. 539-555.
- Chetcuti N., 2009, « De « On ne naît pas femme » à « On n'est pas femme ». De Simone de Beauvoir à Monique Wittig », *Genre, sexualité et société*, n°1, [en ligne].
- Cremaschi, M., (2022), « Ville du quart d'heure, ville des GAFA ? », *Métropolitiques*, [en ligne].
- Demoraes F., Piron M., Zioni S. et Souchaud S., 2012, « Inégalités d'accès aux ressources de la ville analysées à l'aide des mobilités quotidiennes : approche

- méthodologique exploratoire à São Paulo », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 56, n°158, p. 463-490.
- Elissalde B., 2004, « Ressource », *HyperGeo*, [en ligne].
 - Faret L., Cornejo A. P. G., Aguirre J. N. N. et González I. A. T., 2021, « The city under constraint: International migrants' challenges and strategies to access urban resources in Mexico City », *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien*, vol. 65, n°4, p. 423-434.
 - Farrington, J. H., 2007, « The new narrative of accessibility: its potential contribution to discourses in (transport) geography », *Journal of Transport Geography*, vol. 15, n°5, p. 319-330.
 - François J.-C. et Poupeau F., 2009, « Le sens du placement scolaire : la dimension spatiale des inégalités sociales », *Revue française de pédagogie*, n°169, p. 77-97.
 - Frouillou L., 2015, *Les mécanismes d'une ségrégation universitaire francilienne : carte universitaire et sens du placement étudiant*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
 - Gonçalves R. S., 2017, « L'informalité comme une ressource urbaine ? Le cas des favelas de Rio de Janeiro », *EchoGéo*, n°39, [en ligne].
 - Gonzalez, K. A., Abreu, R. L., Rosario, C. C., Koech, J. M., Lockett, G. M. et Lindley, L., 2020, « "A center for trans women where they help you:" Resource needs of the immigrant Latinx transgender community », *International Journal of Transgender Health*, n°23, vol. 1-2, p. 1-19.
 - Hernandez D., 2018, « Uneven mobilities, uneven opportunities: Social distribution of public transport accessibility to jobs and education in Montevideo », *Journal of Transport Geography*, vol. 67, p. 119-125.
 - Huber, M., 2019, « Resource geography II: What makes resources political? », *Progress in Human Geography*, vol. 43, n°3, p. 553-564.
 - Kaufmann V., Bergman M. M. et Joye D., 2004, « Motility: Mobility as Capital », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 28-4, p. 745-756.
 - Kaufmann V. et Widmer E. D., 2005, « L'acquisition de la motilité au sein des familles. Etat de la question et hypothèses de recherche », *Espaces et Sociétés*, n°120-121, p. 199-217.
 - Lefebvre H., 1968, *Le Droit à la ville suivi de Espace et politique*, Anthropos, Paris, 72 p.
 - Michel A. et Ribardière A., 2017, « Identifier les ressources urbaines pour lire les inégalités socio-

- spatiales », *EchoGéo*, n°39, [en ligne].
- Montgomery M. R., Balk D., Liu Z., Agarwal S., Jones E. et Adamo S., 2016, « Urban Migration of Adolescent Girls: Quantitative Results from Developing Countries », In : M. J. WHITE (éd.), *International Handbook of Migration and Population Distribution*, Springer Netherlands, Dordrechtvol, p. 573-604.
 - Moseley, M. J., 1979, *Accessibility: The Rural Challenge*, Methuen, London, 204 p.
 - Oppenheim N., 2013, « Les fonctions socialisantes de la mobilité pour les adolescents de zones urbaines sensibles : différentes manières d’habiter un quartier ségrégué », *Enfances, Familles, Générations*, n°19, p. 1-18.
 - Pratt, G. et Yeoh, B., (2003), « Transnational (Counter) Topographies », *Gender, Place & Culture*, vol. 10, n°2, p. 159-166.
 - Renahy N., 2010, « Classes populaires et capital d’autochtonie. Genèse et usages d’une notion », *Regards Sociologiques*, n°40, p. 9-26.
 - Ribardière A., 2017, « Du Oaxaca à la ville de Mexico : l’accès aux ressources urbaines », *EchoGéo*, n°40, [en ligne].
 - Ripoll F., 2019, « Comment croiser espace et capital ? Retour préalable sur la notion de “capital spatial” », *L’Espace géographique*, vol. 48, n°4, p. 289-305.
 - Ripoll F. et Veschambre V., 2005, « Sur la dimension spatiale des inégalités : contribution aux débats sur la “mobilité et le capital spatial” », in Arlaud S., Jean Y. et Royoux D. (éds.), *Rural – Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 467-483.
 - Rutherford, B. M. et Wekerle, G. R., (1988), « Captive Rider, Captive Labor: Spatial Constraints and Women’s Employment », *Urban Geography*, vol. 9, n°2, p. 116-137.
 - Silvey, R., 2004, « Power, difference and mobility: feminist advances in migration studies », *Progress in Human Geography*, vol. 28, n°4, p. 490-506.
 - Tabarly S. et Bouron J.-B., 2022, « Ressource », *Géoconfluences*, [en ligne].
 - Vallée J., Commenges H., Perchoux C., Kestens Y. et Chaix B., 2015, « Mobilité quotidienne et accès potentiel aux ressources urbaines en Île-de-France : quelles inégalités sociales ? », in *Données urbaines 7*, Mattéi M.-F. et Pumain D. (éds.), Paris, Economica/Anthropos, p. 87-95.

- Vincent-Gueslin S. et Authier J.-Y., 2015, « Les mobilités quotidiennes comme objet sociologique », *Cahiers de recherche sociologique*, n°59-60, p. 79-97.



Le dictionnaire critique des mobilités un projet soutenu par Géographie-cités

<https://doi.org/10.60582/geomob0>



Géographie-cités
UMR 8504

Toutes les notions du dictionnaire :

Par ordre alphabétique
Par auteur

Autour du projet :

Références
Projets
Equipe

Campus CONDORCET Paris-Aubervilliers

Bâtiment de recherches sud
UMR 8504 Géographie-cités
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers cedex
+33 (0)1 88 12 01 09